

DOSSIER D'ENREGISTREMENT
CENTRE DE TRI DU SIAVED
Commune de Douchy-les-Mines (59)

**PJ n°12 : Compatibilité aux
documents de planification**



setec
énergie environnement

REVISIONS

Version	Date	Description	Auteurs	Relecteur
1	29/07/2021	Première émission	M. LAMARQUE (SEE)	G. LE DEODIC (SEE) N. DUBOC (SUEZ)
2	26/10/2021	Révisions	M. LAMARQUE (SEE) R. PREUVOT (ABC)	G. LE DEODIC (SEE) N. DUBOC (SUEZ)

COORDONNEES

Siège social	Responsable d'affaire
--------------	-----------------------

setec énergie environnement

Immeuble Central Seine
42 - 52 quai de la Rapée - CS 71230
75583 PARIS CEDEX 12
FRANCE

Tél +33 1 82 51 55 55
Fax +33 1 82 51 55 56
environnement@setec.fr
www.setec.fr

Gwenaëlle LE DEODIC

Chef de projet

Immeuble Central Seine
42 - 52 quai de la Rapée - CS 71230
75583 PARIS CEDEX 12
FRANCE

Tél +33 1 82 51 46 51
Mob +33 6 10 77 90 73
gwenaelle.ledeodic@setec.com

Table des matières

1. Compatibilité avec le SDAGE	4
2. Compatibilité avec le SAGE	12
3. Compatibilité avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets.....	14
4. Compatibilité avec le PPRI.....	20

1. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est le document de planification mettant en œuvre les grands principes de la loi sur l'eau de 1992. Son but est d'assurer une gestion équilibrée des ressources en eaux et d'établir des objectifs de qualité des cours d'eau pour le long terme.

Les SDAGE sont établis à l'échelle de grands bassins hydrographiques. Le projet est concerné par le SDAGE du bassin Artois-Picardie 2016-2021 adopté par le Comité de bassin le 16 octobre 2015 et approuvé par arrêté préfectoral du 23 novembre 2015.

Les orientations fondamentales, ou enjeux, du SDAGE du bassin Artois-Picardie sont :

- Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques
- Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante,
- S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Protéger le milieu marin,
- Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Pour chacune des orientations, le SDAGE précise des dispositions à mettre en œuvre.

Deux réservoirs de réserve incendie et le local surpresseur pour la mise en fonctionnement du sprinklage et du réseau RIA seront installés à l'ouest de la parcelle A 1906.

Les deux réservoirs de réserve d'eau (2 x 105 m²) seront implantés sur une dalle bétonnée dont la stabilité sera assurée par des pieux enfouis dans le sol.

Le local surpresseur (40 m²) sera disposé sur une dalle bétonnée.

Compatibilité avec l'état des sols

Des extensions sont prévues sur la parcelle A 1907, dont l'acquisition est en cours par le SIAVED, afin d'y implanter le bassin de régulation EP / stockage des eaux d'extinction incendie de 1504 m³ qui sera installé comme précisé au point 1.7.2 *Gestion des eaux pluviales* ci-dessus. Il est également prévu de pouvoir réaliser un cheminement en sens unique des poids lourds sur le site avec l'implantation d'une chaussée bitumée et d'un pont bascule, à l'est de la parcelle A 1906.

La voie de circulation poids lourds sera aménagée par apport de matériaux inertes compactés permettant la stabilisation de l'ouvrage avant revêtement d'une couche de bitume créant son imperméabilisation et autorisant la récupération des eaux de ruissellement qui seront dirigées vers le bassin cité ci-dessus. Un pont bascule (assise bétonnée) sera implanté sur cette voie de circulation pour pesage des véhicules avant leur sortie du site.

La fiche Secteur d'Information sur les Sols (SIS) relative à la parcelle A 1907 fait état de 3 études menées sur le site par le LECES en 1996, 1997 et 2002. Trois autres études ont été effectuées depuis sur cette parcelle :

- Diagnostic de la qualité des sols par GEAuPole en 2017 portant sur la partie nord de la parcelle ;



- Investigations complémentaires de GEAuPole en 2019 sur l'intégralité de la parcelle ;





- Diagnostic complémentaire par TAUW France en 2020.

Ces études ont abouti aux conclusions suivantes :

« Au niveau du point PM2, les prélèvements et analyses effectués sur les 5 sondages rapprochés PM2A à PM2E ont permis de délimiter la pollution verticalement et horizontalement.

La pollution concentrée en HCT, HAP, BTEX et métaux lourds au droit de la fouille PM2 a donc pu être délimitée à l'horizon des remblais jusqu'à 3 m de profondeur et semble circonscrite à la fouille PM2 uniquement d'un point de vue horizontal.

Pour le reste du site, ont été observées :

- une zone de pollution concentrée en HCT, HAP et, dans une moindre mesure, en BTEX dans les remblais au droit de la fouille PM8 entre 1,4 et 2,4 m de profondeur,
- une qualité globalement médiocre des matériaux analysés dans les remblais, avec une présence généralisée de composés volatils,
- une présence ponctuelle de COHV au droit de la fouille PM12,
- l'absence de contamination dans le terrain naturel.

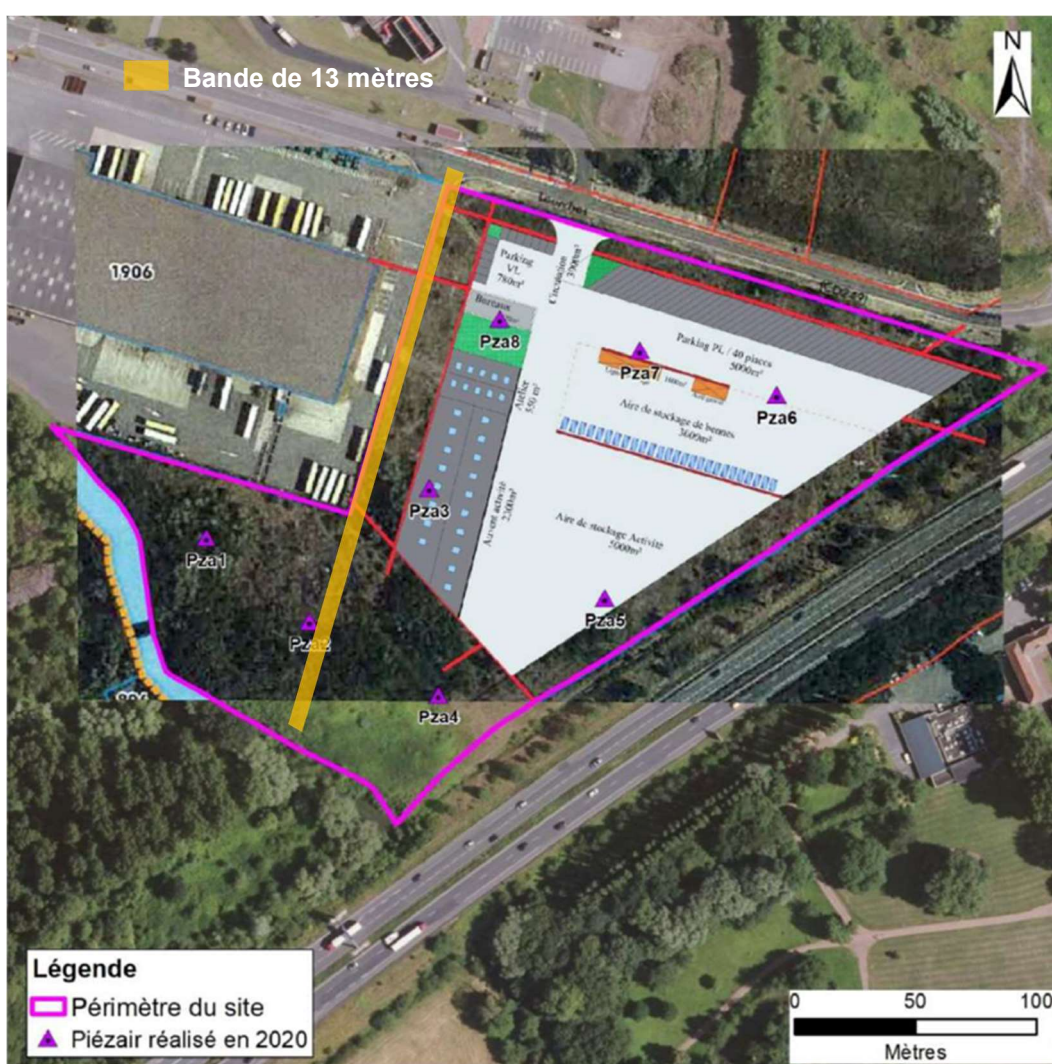
Les investigations menées sur les eaux souterraines à partir des deux piézomètres PZ1C et PZ2C implantés sur le site ont donné les résultats suivants :

- les COHV, BTEX, HCV, HCT et HCT ont tous été mesurés à des concentrations inférieures à la limite de quantification au laboratoire,
- les métaux lourds ont été mesurés majoritairement à des concentrations inférieures à la limite de quantification au laboratoire, excepté pour l'arsenic mesuré à une concentration de 7 µg/l, inférieure aux valeurs de référence, au droit du PZ2C situé en amont hydraulique, et pour le cadmium, mesuré à des concentrations de 37 et 35 µg/l, inférieures aux valeurs de référence, au droit des deux ouvrages.

En conclusion, les résultats analytiques révèlent l'absence de pollution dans les eaux souterraines en amont et en aval hydraulique du site.

Bien que 8 piézairs aient été implantés sur le site, seuls 4 d'entre eux ont pu être exploités, les autres ayant été envahis par les eaux souterraines ce qui n'a pas permis d'effectuer des prélèvements de gaz de sol dans les ouvrages en cause.

Ceci étant, les analyses des gaz pompés dans les deux ouvrages (Pza7 et Pza8) implantés au niveau des points dont les sols sont fortement contaminés (PM2 et PM8) indiquent que les valeurs des polluants mesurés sont très faibles, voire sous les seuils de quantification pour nombre d'entre eux. Les polluants organiques contenus dans les sols contiennent donc très peu de solvants volatils, puisque les deux autres points mesurés (Pza3 et Pza4) n'ont pas révélé de teneurs beaucoup plus importantes. »



Les rapports des études susvisées concluent donc :

- au niveau des sols, seules deux lentilles de contamination par les HCT, HAP, BTEX et métaux lourds, très localisées et faiblement étendues, ont été mises en évidence aux points PM2 et PM8 figurant sur les cartes ci-dessus et donc éloignées des extensions prévues sur la parcelle A 1907 évoquées ci-dessus ;

- au niveau des eaux souterraines et des gaz de sol, aucune contamination n'a été mise en évidence par un quelconque polluant.

Les travaux d'extension envisagés sur la parcelle A 1907 ne devraient donc pas générer de trouble particulier pour l'environnement.

Les sondages effectués en divers endroits du site sur la parcelle A 1907 lors des investigations menées par GEAuPole et TAUW France, y compris dans les zones où sont prévues des extensions liées au projet, n'ont pas démontré que la nature des sols sous-jacents étaient propices au développement de zones humides :

- remblais perméables sur 1,5 à 3 mètres,
- terrain naturel constitué d'alluvions sableuses,
- craie marneuse.

De plus, les photographies prises par GEAuPole lors de la visite préliminaire à leurs investigations sur le terrain révèlent une végétation pauvre, exempte de caractère humide.



Vue de l'intérieur du site en direction du
Sud – sud-ouest



Vue de l'intérieur du site en direction du
Nord – Ouest

Les photographies ci-dessus laissent, par ailleurs, apparaître que ces extensions seront réalisées sur des emplacements vierges de toute végétation arbustives ou florifères. Aucune espèce faunistique ou florifère n'a d'ailleurs été observée lors des investigations menées sur le site par GEAuPole et TAUW France. Une étude faune – flore pour la partie de la parcelle A 1907 sur laquelle seront pratiquées les extensions susvisées s'avère donc inutile.

Le tableau en page suivante examine chaque disposition du SDAGE Artois-Picardie au regard du projet et montre comment les activités projetées sur le site peuvent être jugées compatibles avec le SDAGE Artois-Picardie.

Enjeu	Orientation du SDAGE	Disposition du SDAGE	Evaluation de la comptabilité de l'exploitation du site avec les dispositions du SDAGE 2016-2021
Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques	A-1 : Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux	A-1.1 : Adapter les rejets à l'objectif de bon état	Non concerné
		A-1.2 : Améliorer l'assainissement non collectif	
		A-1.3 : Améliorer les réseaux de collecte	
	A-2 : Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbanisé par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles).	A-2.1 : Gérer les eaux pluviales	Le bâtiment étant existant, les eaux de pluviales transiteront comme actuellement, soit vers le réseau collectif. Elles ne seront pas infiltrées au sein de la parcelle.
		A-2.2 : Réaliser les zonages pluviaux	
	A-3 : Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire	A-3.1 : Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates	Non concerné : les activités ne seront pas productrices de nitrates.
		A-3.2 : Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs du SDAGE	
		A-3.3 : Mettre en œuvre les Plans d'Actions Régionaux (PAR) en application de la directive nitrates	
	A-4 : Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer	A-4.1 : Limiter l'impact des réseaux de drainage	Non concerné : l'exploitation du centre de tri n'engendrera pas de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer.
		A-4.2 : Gérer les fossés	
		A-4.3 : Veiller à éviter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage	
	A-5 : Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée.	A-5.1 : Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques	Non concerné
		A-5.2 : Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif	
		A-5.3 : Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques	
		A-5.4 : Mettre en œuvre des plans pluriannuels de gestion et d'entretien des cours d'eau	
		A-5.5 : Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux	
		A-5.6 : Définir les caractéristiques des cours d'eau	
		A-5.7 : Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau	
	A-6 : Assurer la continuité écologique et sédimentaire	A-6.1 : Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale	Non concerné
		A-6.2 : Assurer, sur les aménagements hydroélectriques nouveaux ou existants, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau	
		A-6.3 : Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs	
		A-6.4 : Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles	

A-7 : Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité	A-7.1 : Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques	Le projet de centre de tri s'inscrit principalement dans un bâtiment existant pourvu de voiries existantes. Il n'aura pas d'impact sur la biodiversité.
	A-7.2 : Limiter la prolifération d'espèces invasives	
	A-7.3 : Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau	
A-8 : Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière	A-8.1 : Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières	Non concerné
	A-8.2 : Remettre les carrières en état après exploitation	
	A-8.3 : Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance	
A-9 : Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	A-9.1 : Éviter l'implantation d'habitations légères de loisirs dans le lit majeur des cours d'eau	<p>Le projet de centre de tri s'inscrit principalement dans un bâtiment existant pourvu de voiries existantes. Il y aura principalement du réaménagement de l'existant.</p> <p>Le projet ne se trouve pas sur des zones humides.</p>
	A-9.2 : Prendre en compte les zones humides dans les documents d'urbanisme	
	A-9.3 : Préciser la consigne « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau	
	A-9.4 : Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE	
	A-9.5 : Gérer les zones humides	
A-10 : Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles	A-10.1 : Améliorer la connaissance des micropolluants	Non concerné
A-11 : Promouvoir les actions, à la source, de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	A-11.1 : Adapter les rejets de polluants aux objectifs de qualité du milieu naturel	<p>Mise en place d'une convention de déversement des eaux résiduaires pour traitement en station d'épuration urbaine.</p> <p>Pas d'utilisation de produits toxiques.</p> <p>Stockages sur rétention.</p>
	A-11.2 : Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations	
	A-11.3 : Éviter d'utiliser des produits toxiques	
	A-11.4 : Réduire à la source les rejets de substances dangereuses	
	A-11.5 : Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre du plan ECOPHYTO	
	A-11.6 : Se prémunir contre les pollutions accidentelles	
	A-11.7 : Caractériser les sédiments avant tout curage	
	A-11.8 : Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides dans le cadre de la concertation avec les SAGE	

	A-12 : Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués		<p>Les déchets stockés sur site sont des déchets non dangereux issus de collectes sélectives.</p> <p>Les produits dangereux qui seront présents sur site sont uniquement liés à l'alimentation en carburant des engins d'exploitation et de chantier ou à leur entretien. Ces produits seront stockés dans un container adapté et sur bac de rétention.</p> <p>Aucune pollution n'est engendrée.</p>
Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante			Non concerné
Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations	C-1 : Limiter les dommages liés aux inondations	C-1.1 : Préserver le caractère inondable de zones prédéfinies	<p>Bâtiment existant : pas de création de surface imperméabilisée.</p> <p>Pas de nouvelle imperméabilisation des sols du fait du projet, pas de modification de l'origine des eaux pluviales, et pas d'augmentation du volume des eaux pluviales</p>
		C-1.2 : Préserver et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues	
	C-2 : Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues	C-4.1 : Ne pas aggraver les risques d'inondations	
	C-3 : Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants	C-3.1 : Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versants	
	C-4 : Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau	C-4.1 : Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme	
Enjeu D : Protéger le milieu marin			Non concerné
Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau			Non concerné

Ainsi le projet est compatible avec le SDAGE Artois-Picardie.

2. COMPATIBILITE AVEC LE SAGE

La commune de Douchy-les-Mines est incluse dans le périmètre du SAGE Escaut qui a été approuvé par arrêté inter-préfectoral du 13 juillet 2021.

Le SAGE Escaut se fixe comme objectif les cinq enjeux suivants :

- - Enjeu 1 : reconquérir les milieux aquatiques et humides,
- - Enjeu 2 : maîtriser les ruissellements et lutter contre les inondations,
- - Enjeu 3 : améliorer la qualité des eaux,
- - Enjeu 4 : gérer la ressource en eaux souterraines,
- - Enjeu 5 : assurer la mise en place d'une gouvernance et une communication efficaces pour la mise en œuvre du SAGE.

Le projet est surtout concerné par les enjeux 2 et 3 et notamment par les objectifs et dispositions suivants :

- Objectif 4 : mettre en place une gestion intégrée des eaux pluviales
 - Disposition 15 : développer les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales
- Objectif 6 : caractériser l'aléa et réduire la vulnérabilité des biens et des personnes face au risque d'inondations
 - Disposition 22 : développer la culture du risque
- Objectif 9 : réduire la pression des autres usages
 - Disposition 32 : sensibiliser pour réduire l'impact des usages sur la qualité de l'eau
 - Disposition 33 : gérer le risque de pollutions accidentelles

Disposition 15 : Comme indiqué précédemment, la nature même des terrains sur lesquels le projet est implanté (remblais plus ou moins contaminés sur un terrain naturel perméable, puis la craie) et la faible profondeur de la nappe de la craie, rendent impossible la gestion des eaux pluviales à la parcelle, notamment par infiltration.

Disposition 22 : Les risques présentés par les installations ont été appréhendés et des mesures de prévention ont été prises pour juguler toute pollution des eaux pouvant survenir sur le site, notamment avec des rétentions sous les installations en cause ou déportées (bassin de rétention) afin de maintenir toute pollution sur le site.

Disposition 32 : Toutes les zones susceptibles d'être exposées à des risques pour la qualité des eaux sont imperméabilisées. Les seules zones non imperméabilisées sont concernées par les deux réservoirs incendie qui ne contiennent que de l'eau de ville.

Disposition 33 : Toutes les eaux susceptibles d'être polluées, que ce soit par un accident ou incident ou par un incendie, sont contenues à l'intérieur du site grâce à des vannes obturant toute évacuation d'eau vers l'extérieur du site. Celles-ci ne pourraient être ouvertes qu'après analyse des eaux retenues sur le site pour s'assurer de leur qualité au regard des exigences du milieu extérieur. Dans le cas contraire, elles seront évacuées en tant que déchet dans une installation dûment autorisée pour les recevoir.

On note la présence du cours d'eau « La Selle » qui borde le site du Nord-Ouest au Sud-Est des bassins à boues au Nord sur toute sa longueur parallèlement au canal de l'Escaut.

Le sens d'écoulement des eaux superficielles est :

- du sud/sud-ouest vers le nord/nord-est pour la Selle au niveau du site,
- du sud-ouest vers le nord-est pour l'Escaut.

Environ 850 mètres en aval du site, le ruisseau la Naville se jette dans la Selle, puis cette dernière se jette dans l'Escaut.

Ainsi le projet est compatible avec le SAGE Escaut.

3. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

Le Plan de Prévention et de Gestion des déchets de la région Hauts-de-France a été approuvé le 13 décembre 2019.

Le PRPGD compte 21 orientations déclinées en prescriptions et recommandations d'actions ; elles-mêmes articulées autour de 4 leviers : « agir », « expérimenter », « innover » et « animer ».

Ces orientations sont regroupées selon 2 axes généraux de la gestion des déchets : « réduire les déchets à la source » et « collecter, valoriser, éliminer ». Un axe « économie circulaire » complète le dispositif et 3 Orientations s'attachent à préciser les modes de gouvernance du PRPGD.

- **Les centres de tri**

Le Plan indique dans le chapitre 3.2.3, « Collecte et tri », orientation 6.1 « Préconisations techniques pour l'atteinte des objectifs de qualité matière dans le contexte de l'extension des consignes de tri » que « la mise en œuvre de l'extension des consignes de tri aura des conséquences sur la quantité et la qualité des déchets triés (taille, nouveaux composants, souillures...) :

- Des investissements devront être réalisés pour atteindre des objectifs de tris fins permettant un recyclage matière aux standards des filières de valorisation.
- Les unités de tri devront également pouvoir faire face à de nouveaux objectifs de valorisations matière qui pourront être mises en œuvre à terme. »

En 2017, la région Hauts-de-France compte 26 centres de tri des déchets d'emballages ménagers qui se répartissent de la manière suivante :

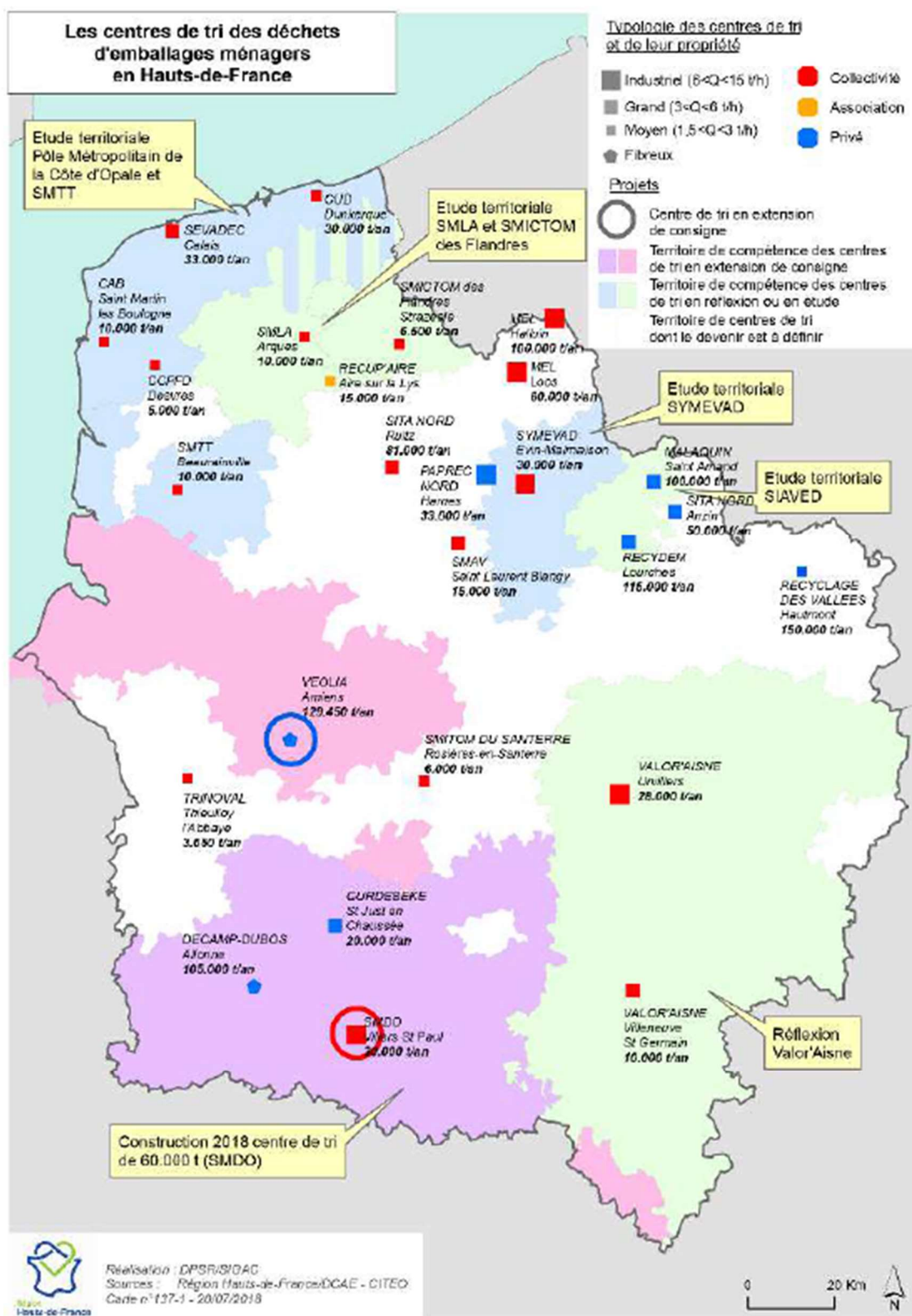


Figure 1 : Centres de tri des déchets d'emballages ménagers avec leur typologie, leur propriété et leur capacité (source : PRPGD Hauts-de-France)

Cette carte révèle les différents positionnements face à l'obligation d'extension des consignes de tri aux emballages plastiques d'ici 2022. Ainsi par département:

- l'Aisne (0,5 M hab. soit 73 hab. /km²) compte 2 centres de tri ce qui fait un centre pour 259 000 habitants
- le Nord (2,6 M hab. soit 452 hab. /km²) compte 8 centres de tri ce qui fait un centre pour 281 000 habitants
- l'Oise (0,8 M hab. soit 140 hab. /km²) compte 3 centres de tri ce qui fait un centre pour 257 000 habitants
- le Pas-de-Calais (1,5 M hab. soit 220 hab. /km²) compte 10 centres de tri ce qui fait un centre pour 181 000 habitants
- la Somme (0,6 M hab. soit 93 hab. /km²) compte 3 centres de tri ce qui fait un centre pour 190 000 habitants.

La stratégie des territoires est en construction avec 4 études en cours visant à déterminer l'évolution des centres de tri

à des échelles élargies de coopération.

Le futur centre de tri que projette de créer le SIAVED a pour objet de diminuer l'impact environnemental du transport des déchets par la mutualisation du transport entre plusieurs collectivités, de remplacer des centres de tri devenus vétustes et de bénéficier d'un équipement moderne en vue de l'extension des consignes de tri généralisées d'ici 2022. Celui-ci est identifié dans le PRPGD comme étant en projet.

Le PRPGD Hauts de France prévoit l'amélioration de la collecte et du tri des déchets ménagers et assimilés au travers de l'orientation n°6. Les enjeux de cette orientation sont les suivants :

- - augmenter les taux de collecte et de valorisation matière des déchets ménagers et assimilés,
- - doubler le taux de recyclage du plastique et augmenter les tonnages d'emballages recyclés,
- - accroître la valorisation des déchets ne pouvant être qualifiés de déchets ultimes au regard des conditions technico-économiques du moment,
- - réduire les tonnages envoyés en installations d'élimination, notamment les Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND).

Pour atteindre ces objectifs, le PRPGD établit les règles de planification suivantes :

- Adapter le parc des centres de tri à l'extension des consignes de tri pour l'ensemble des déchets d'emballages ménagers d'ici à 2022, dans le cadre de démarches territoriales concertées, intégrant une étude, à l'échelle géographique qui paraîtra la mieux adaptée, de l'évolution de la fonction tri des emballages et papiers/journaux des DMA, en vue notamment de définir, dans le cadre d'une réflexion multi-filières déchets :
 - La bonne zone de collaboration entre collectivités ;
 - Le service public souhaité à cette échelle, dont le niveau de tri souhaité ;
 - Le cadre juridique et financier de cette collaboration ;
 - Les modalités d'optimisation des transports, en vue d'une réduction de l'impact CO₂ de la gestion des déchets ;
 - L'identification des sites dont l'activité de tri pourrait s'arrêter et les modalités de reconversion de ces sites, en préservant le foncier et les emplois existants ;
 - L'adaptabilité de l'installation dans le temps.

Les demandes de création, adaptation et fermeture d'installation seront examinées au regard de cette règle.

Pour atteindre ces objectifs, le PRPGD formule les recommandations suivantes :

- ➡ 6.1 : des préconisations techniques pour l'atteinte des objectifs de qualité matière dans le contexte de l'extension des consignes de tri
- ➡ 6.2 : augmenter la collecte des DMA, des déchets d'emballages ménagers et papiers graphiques, des déchets de textile, linge de maison et chaussures (TLC)
- ➡ 6.3 : moderniser le réseau des déchèteries publiques
- ➡ 6.4 : faire évoluer le parc des centres de tri en vue de l'extension des consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques d'ici 2022.

Le projet de Douchy-les-Mines répond tout à fait à cette dernière recommandation, étant donné que, bien que les capacités administratives des centres de tri implantés dans le sud du département du Nord soient suffisantes, leurs capacités techniques sont à moderniser pour traiter les nouveaux tonnages triés dans le cadre de l'extension des consignes de tri (collectes séparées, tri matière des DAE/encombrants).

Aussi, afin d'éviter que des investissements soient réalisés dans chacun des centres de tri existants pour les moderniser, plusieurs acteurs territoriaux du Hainaut-Cambrésis élargi (CAPH, CAVM, CA2C, CCCO, CCSPS, CAMVS, CCPM, Cœur Avesnois, CCSA), qui ont participé à l'étude territoriale, ont décidé la création d'un nouveau centre de tri répondant aux objectifs du PRPGD. Les transports seront optimisés pour les collectes effectuées dans les agglomérations les plus éloignées du centre de tri par gros porteurs. Des centres de rechargement existants ou à créer permettront de répondre à cet objectif.

Comme indiqué page 21 de la notice descriptive, la ligne de tri est équipée comme suit :

- 1 trommel 3 sorties
- 2 séparateurs balistiques
- 2 overbands
- 1 crible à disques (A7)
- 2 courants de foucault
- 8 séparateurs optiques
- 7 tables de tri avec 14 trieurs par poste

Séparateur balistique :

Véritable cœur du process du centre de tri, le séparateur balistique est positionné en début de la chaîne. Il est utilisé pour séparer le flux entrant en deux catégories de déchets en fonction de leur densité : les corps creux et les corps plats.

Le séparateur balistique aiguille les déchets dans le centre de tri en fonction de leurs caractéristiques physiques. Pour séparer les corps plats (papiers, cartonnets) des corps creux (bouteilles, briques, boîtes et flacons) on utilise la capacité de ces derniers à rebondir.

Les déchets sont propulsés contre un assemblage de plaques inclinées qui vibrent. Les corps creux y rebondissent. Ils s'éjectent donc d'eux-mêmes et tombent à la base sur un tapis roulant dédié. Les corps plats ne rebondissent pas, restent sur les plaques, et sont récupérés en haut à la sortie.

Séparateurs optiques :

Trois séparateurs optiques analysent et dissocient les différentes matières pour préparer et faciliter le travail des ouvrages suivants.

Les séparateurs optiques analysent la composition colorimétrique et la forme de chaque déchet grâce à des détecteurs infrarouges. En fonction du résultat, les déchets sont orientés vers des tapis roulants spécifiques, grâce à une série de bases soufflantes réparties en bout de tapis.

- Les corps creux, une fois triés par catégories, sont convoyés directement dans la cabine de tri manuel où les agents de tri contrôlent et affinent le travail effectué par les séparateurs optiques.
- Les corps plats continuent leur chemin au sein du process.

Crible A7 :

Le séparateur A7 permet d'extraire du flux des corps plats tous les papiers valorisables (journaux, revues, magazines, prospectus, etc...)

Le flux des corps plats est constitué de trois grands types de déchets : les cartonnettes, les déchets en aluminium, quelques emballages en acier et les papiers. La part la plus importante des corps plats recyclables est constituée par les papiers. Il convient donc de les séparer en flux afin de faciliter la suite du tri.

Les rouleaux « à étoiles » du séparateur A7 ne laissent tomber que les déchets inférieurs au format A7 (7,4 X 10 cm). Les papiers de taille supérieure sont conduits par les rouleaux vers un tapis roulant allant jusqu'à la cabine de tri manuel. Tout ce qui passe au travers du séparateur continue vers la suite du process.

Séparateurs magnétique (overband) et à courant de Foucault :

Les séparateurs magnétiques et à courant de Foucault servent à capter le fer et l'aluminium pour les valoriser.

L'acier, contenant du fer, est facilement récupérable par aimantation et est entièrement recyclable. Il est donc retiré du flux grâce à un aimant, appelé séparateur magnétique, avant d'être acheminé vers la presse à paquets.

L'aluminium ne contient pas de fer, mais il est conducteur d'électricité. Pour le récupérer, on utilise un séparateur à courant de Foucault. Cet ouvrage forme un champ magnétique créant des courants électriques tourbillonnant dans les déchets. L'aluminium reçoit une charge électromagnétique et, sous l'action d'un aimant de même charge en bout de tapis est éjecté vers la presse à balles

Les tables de tri permettront d'optimiser les tris automatiques déjà effectués en amont avec le matériel ci-dessus afin que le refus de tri soit réduit le plus possible.

Ce nouveau matériel de séparation automatique des déchets, qui n'existe dans pratiquement aucun des centres de tri du territoire concerné, va permettre d'augmenter la cadence du tri, jusqu'à présent essentiellement manuel, et d'envisager le tri d'autres déchets, dont la collecte sélective n'est pas encore mise en place. Il répondra notamment à l'obligation de gérer les résines à l'horizon 2023.

Le projet de centre de tri participe aux objectifs de valorisation matière des déchets fixés par le PRPGD et intègre un process permettant de gérer l'extension des consignes de tri. Il permettra de réduire l'impact environnemental lié au transport par la massification des volumes en direction du futur centre de tri. Aussi le projet est compatible avec le PRPGD de la région Hauts-de-France.

4. COMPATIBILITE AVEC LE PPRI

Le PPRI de la vallée de la Selle approuvé constitue une servitude d'utilité publique, opposable à tous (particuliers, entreprises, collectivités, État...). A ce titre, il est annexé au Plan Local d'Urbanisme de Douchy-les-Mines et à la carte communale, conformément et respectivement aux L.153-60 et R.151-51 et aux articles L.161 et R.161-8 du code de l'urbanisme.

Les zones d'aléas au niveau du futur centre de tri de Douchy-les-Mines sont représentées sur la carte ci-dessous. Les extensions prévues sont dans les zones en vert clair et en bleu. Deux parties du site, au nord-ouest et au sud – sud-ouest, sont en zone rouge, mais aucune extension n'y est prévue.

Les dispositions applicables dans la zone en vert clair sont résumées dans le tableau n°1 ci-après. Les prescriptions applicables au projet sont donc celles du paragraphe III.2 du règlement, dont une copie est jointe en annexe « PJ n°12_CompatibilitéDocPlanif_Annexe ».

Les dispositions applicables dans la zone rouge sont résumées dans le tableau n°2 ci-après. L'extension mesurée d'activités économiques est interdite dans cette zone.

Les dispositions applicables dans la zone bleue sont résumées dans le tableau n°3 ci-après. Les prescriptions applicables au projet sont donc celles du paragraphe III.2 du règlement, soit les mêmes que celles applicables en zone vert clair.

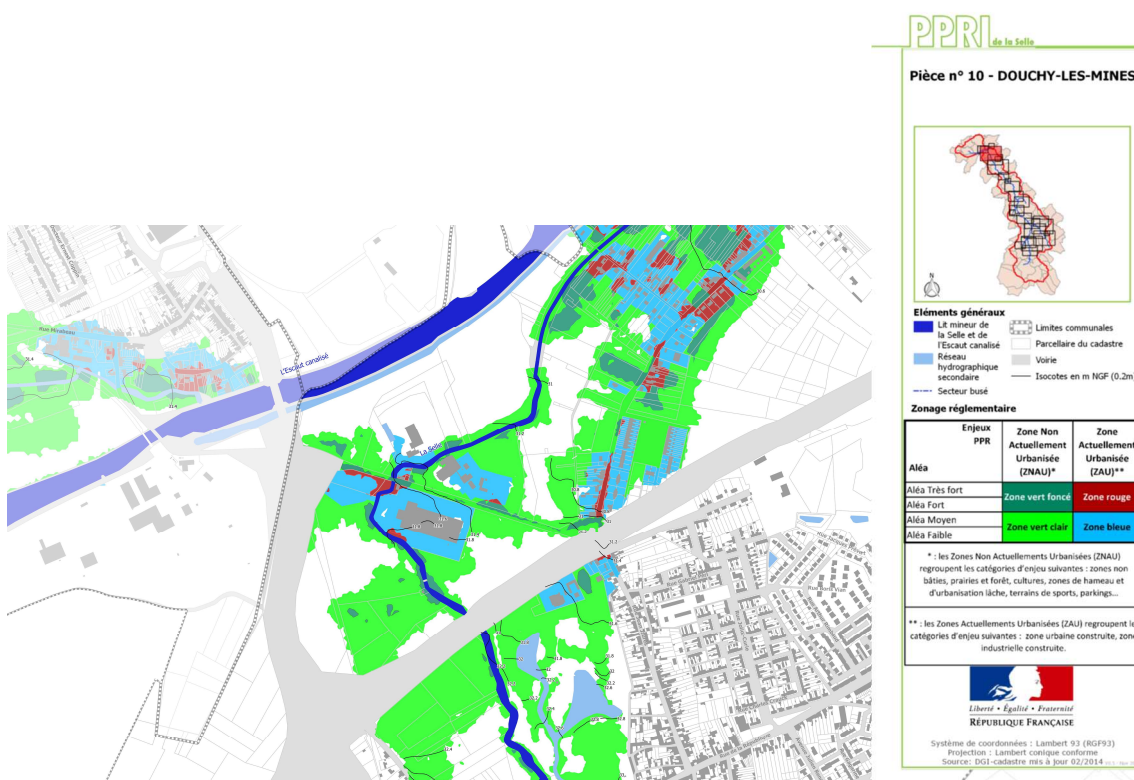


Figure 1 – Zone d'aléas au niveau du site

Tableau n°1 – Dispositions applicables en zone vert clair

Types de Projet	Admis	Références	Prescriptions
-----------------	-------	------------	---------------

Construction neuve hors activité agricole	N	II.2.3.1	Sans Objet
Extension mesurée inférieure à 20 m²	O	II.2.3.3.1	III.2
Garage, abris de jardin	O	II.2.3.3.1	III.2
Bâtiments neufs dont la vocation principale est d'accueillir ou d'héberger un public vulnérable	N	II.2.3.1	Sans Objet
Extension de bâtiments dont la vocation principale est d'accueillir ou d'héberger un public vulnérable	O	II.2.3.3.2	III.3
Extension significative et annexes supérieures à 20 m²	N	II.2.3.1	Sans Objet
Extension mesurée d'activités économiques	O	II.2.3.3.1	III.2
Constructions et extension activités agricoles	O	II.2.3.3.1	III.2 et III.6
Changement de destination avec augmentation de la vulnérabilité	O	II.2.3.3.3	III.4
Changement de destination sans augmentation de la vulnérabilité	O	II.2.3.2	Sans Objet
Démolition/Construction	O	II.2.3.3.2	III.3

Tableau n°2 – Dispositions applicables **en zone rouge**

Types de Projet	Admis	Références	Prescriptions
Construction neuve hors activité agricole	N	II.3.3.1	Sans Objet
Extension mesurée inférieure à 10 m²	O	II.3.3.3.1	III.2
Garage, abris de jardin	N	II.3.3.1	Sans Objet
Bâtiments neufs dont la vocation principale est d'accueillir ou d'héberger un public vulnérable	N	II.3.3.1	Sans Objet
Extension de bâtiments dont la vocation principale est d'accueillir ou d'héberger un public vulnérable	N	II.3.3.1	Sans Objet
Extension significative et annexes supérieures à 20 m²	N	II.3.3.1	Sans Objet
Extension mesurée d'activités économiques	N	II.3.3.1	Sans Objet
Constructions et extension activités agricoles	O	II.3.3.3.2	III.2 et III.6
Changement de destination avec augmentation de la vulnérabilité	N	II.3.3.3.3	Sans Objet
Changement de destination sans augmentation de la vulnérabilité	O	II.3.3.2	Sans Objet
Démolition/Construction	O	II.3.3.3.2	III.3

Tableau n°3 – Dispositions applicables **en zone bleue**

Types de Projet	Admis	Références	Prescriptions
Construction neuve hors activité agricole	O	II.4.3.3.2	III.2
Extension mesurée inférieure à 20 m²	O	II.4.3.3.1	III.2
Garage, abris de jardin	O	II.4.3.3.1	III.2
Bâtiments neufs dont la vocation principale est d'accueillir ou d'héberger un public vulnérable	N	II.4.3.1	Sans Objet
Extension de bâtiments dont la vocation principale est d'accueillir ou d'héberger un public vulnérable	O	II.4.3.3.2	III.3

Extension significative et annexes supérieures à 20 m²	O	II.4.3.3.2	III.3
Extension mesurée d'activités économiques	O	II.4.3.3.1	III.2
Constructions et extension activités agricoles	O	II.4.3.3.1	III.2 et III.6
Changement de destination avec augmentation de la vulnérabilité	O	II.4.3.3.3	III.4
Changement de destination sans augmentation de la vulnérabilité	O	II.4.3.2	Sans Objet
Démolition/Construction	O	II.4.3.3.2	III.3

Les prescriptions constructives applicables dans ces zones seront respectées pour les quelques aménagements à réaliser, à savoir la création d'une voirie sur laquelle sera disposé un pont bascule à l'est.



www.setec.fr

Paris

Immeuble Central Seine
42-52 quai de la Rapée
CS 71230
75583 PARIS CEDEX 12
FRANCE

Tél +33 1 82 51 55 55

Lille

2 rue du Priez
59000 LILLE
FRANCE

Tél +33 3 28 38 17 87

Lyon

Immeuble le Crystallin
191-193 cours Lafayette
CS 20087
69458 LYON CEDEX 06
FRANCE

Tél +33 4 27 85 49 56

Nantes

L'Acropole
1 allée Baco
44000 NANTES
FRANCE

Tél +33 2 44 76 63 30

Siège social : Immeuble Central Seine 42-52 quai de la Rapée 75583 PARIS CEDEX 12 – SAS au capital de 177 080 € - RCS PARIS 330 727 264 – TVA FR 38330727264